

Budge, Ian, Brand, J.A., Margolis, Michael, Smith, A.L.M.,
Political Stratification and Democracy, University of Toronto
Press, 1972, 322 p.

Paul Gagné

Volume 5, numéro 1, 1974

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700422ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700422ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gagné, P. (1974). Compte rendu de [Budge, Ian, Brand, J.A., Margolis, Michael, Smith, A.L.M., *Political Stratification and Democracy*, University of Toronto Press, 1972, 322 p.] *Études internationales*, 5(1), 170–171.
<https://doi.org/10.7202/700422ar>

permet à la société d'absorber certains coûts pour préserver l'environnement, ce que les assoiffées de profits que sont les compagnies ne permettront sûrement pas dans notre système.

Commoner propose des façons concrètes de s'en sortir en suggérant l'adoption de nouvelles technologies en harmonie avec l'écosphère.

Voici quelques-unes de ces recommandations : renvoyer les égouts et les vidanges dans le sol ; utiliser des matériaux renouvelables plutôt que du synthétique ; en agriculture, éviter les engrais et les pesticides artificiels, décourager les industries qui consomment trop d'énergie, créer un système de transport efficace qui ne gaspille pas l'énergie et le terrain ; recycler le métal, le verre et le papier ; planifier l'usage de l'espace. Et surtout que les coupables, l'entreprise privée et les pays riches nettoient les dégâts dont ils sont responsables. Que les pays industrialisés surtout paient le plein prix pour les matières premières qu'ils utilisent, de façon à permettre aux pays producteurs non industrialisés de transformer leurs ressources sur place autant que possible, pour qu'ils puissent fournir du travail à leurs populations. Commoner aimerait voir les États-Unis devenir plus dépendants des pays producteurs de matière première, ce qui pourrait rendre les Américains plus pacifiques et plus respectueux envers les autres pays.

Pour résoudre la crise, dit-il, il va falloir éliminer la pauvreté, la discrimination raciale, la guerre et accepter les conséquences économiques des impératifs écologiques : l'écosphère étant un phénomène global et social, il faudra que l'organisation de la production soit réorientée pour être en harmonie avec cet écosphère.

Commoner croit que ce sont les valeurs d'abord qu'il faut changer. Les scientifiques doivent s'allier avec les citoyens pour changer les orientations présentes, et faire la réforme écologique de la technologie pour en éliminer les abus. Ce sont avant tout des solutions sociales et non des solutions personnelles qu'il préconise.

Leur formation et parfois leur dépendance vis-à-vis des universités, des fondations et des gouvernements qui sont souvent des appendices de la grande entreprise, empêche parfois les écologistes d'explicitement leur critique du système capitaliste et de faire des propositions radicales pour s'en sortir. Mais il n'y a pas

à s'y tromper. La nouvelle écologie, telle qu'elle est créée par ses théoriciens et ses praticiens les plus compétents, conduit inévitablement à une critique du système capitaliste et à la vision d'une société économique et politique nouvelle basée sur le bien commun plutôt que sur le profit privé.

Lors de sa visite à Montréal en juin 1973, Commoner a encouragé les Canadiens à ne pas céder aux demandes des États-Unis pour l'importation de nos ressources énergétiques, gaz, pétrole, et électricité. C'est une façon prudente de dire que la lutte pour le contrôle et la propriété de nos ressources, la lutte anti-impérialiste et socialiste, est la façon la plus réaliste de faire la lutte écologique pour la protection de notre environnement. D'une pierre, deux coups, en somme.

Jean-Guy VAILLANCOURT

Sociologie,

Université de Montréal.

BUDGE, Ian, BRAND, J. A., MARGOLIS, Michael, SMITH, A. L. M., *Political Stratification and Democracy*, University of Toronto Press, 1972, 322p.

Ce livre présente une étude comparée d'un modèle de stratification politique et de données d'une enquête faite à Glasgow en 1966. Les auteurs ont déduit du modèle une suite de prédictions qu'ils ont vérifiées au moyen des données recueillies à Glasgow, ce qui les a amenés à modifier un peu leur modèle théorique pour mieux l'adapter à la réalité politique.

Le premier chapitre et l'appendice B, de façon plus détaillée, définissent le modèle de stratification politique. Les différentes strates politiques se déterminent par les différents niveaux d'implication et d'activité politique d'une population vivant dans un système démocratique. Les auteurs distinguent trois strates politiques :

1. *celle des députés*, qui implique le plus haut degré d'activité politique ;
2. *celle des militants des partis politiques*, qui est la strate intermédiaire par le degré d'implication politique ;
3. *celle des électeurs*, où l'implication politique est le plus faible. Le modèle postule que les

groupes politiques ainsi définis par coupes horizontales d'une population, donnent une meilleure explication du fonctionnement de la démocratie que celui d'une division verticale en partis politiques, en sectes religieuses, ou en groupes ethniques.

L'introduction traite de l'emploi des données de Glasgow dans le cadre de cette étude comparée, tandis que l'appendice A donne tous les détails sur la fabrication, le déroulement et les résultats de l'enquête de Glasgow.

Les chapitres II, III, IV, V, VI comparent les données de l'enquête et les prédictions du modèle sur les thèmes suivants : l'appui apporté aux procédures démocratiques par les différentes strates politiques, la représentation des électeurs par les hommes politiques, les différentes sources d'information et les processus de communication tant internes que d'une strate politique à l'autre, les différents degrés d'accord politique dans chacune des strates, et enfin jusqu'à quel point les politiciens peuvent agir sans se référer aux autres strates politiques. En général, les prédictions du modèle et les données de l'enquête concordent, sauf en ce qui concerne la représentation où un modèle mixte de la représentation par les partis et de la représentation proportionnelle des différents éléments de la population est plus adéquat aux données de Glasgow.

La conclusion présente un modèle remanié de stratification politique qui tient compte de la division des partis politiques. En terminant, je tiens à souligner la qualité et la rigueur scientifique de cet ouvrage ainsi que l'excellent modèle d'analyse de nos systèmes politiques que les auteurs nous proposent.

Paul GAGNÉ

Philosophie,
Université du Québec à Trois-Rivières

DOBB, Maurice, *Économie du bien-être et économie socialiste*, Calmann-Lévy, Paris, 1971, 314p.

Parmi les sciences humaines, l'économie politique est la première à être arrivée à maturité, maturité peut-être prématurée, et qui amorce un mauvais vieillissement. En effet, sa

formalisation avec l'aide des mathématiques lui a permis d'accéder à un haut degré d'abstraction et de rigueur logique; mais ce succès semble avoir comme prix la réduction de son objet, devenu lui-même formel, abstrait, tandis que l'utilisation systématique de modèles purement formels transforme la rigueur de ses propositions en un rigorisme et une rigidité qui font obstacle à la compréhension de l'ensemble concret des phénomènes à contenu économique qu'aux tentatives visant à les rendre opératoires. L'économie politique risque ainsi de devenir une science morte de la même façon que nous avons eu des langues mortes.

Dans le monde occidental, comme mouvement, seule l'école de Cambridge semble avoir systématiquement tenté et partiellement réussi à échapper à l'emprise contraignante de la science économique dominante tout en ne reniant pas la rigueur et un certain degré de formalisation nécessaires à la connaissance scientifique exacte.

L'ouvrage savant de Maurice Dobb, traduit ici en français, est un exemple de ces tentatives pour éviter le dépérissement de la science économique comme science de la réalité en reconnaissant que son objet est toujours marqué non seulement par la concrétude de l'espace-temps, mais aussi par les autres niveaux de la réalité sociale et humaine. Cet objet est concrètement relatif tandis que le modèle qu'on y applique tend à l'absolu formel (tout ou rien : p. 98-99).

Ainsi, comme l'explique l'auteur, la science économique s'est attachée à la définition, à la recherche et à la réalisation de l'optimum (absolu et formel). Or, en matière de bien-être, par exemple, la réalisation de l'optimum est sinon impossible, du moins imprévisible; et sa détermination, probablement moins importante que celle du meilleur relativement à l'état présent (« Il est souvent possible de déterminer ce qui est *meilleur* sans avoir défini auparavant ce qui serait idéal », p. 311). De même aussi l'optimum n'est peut-être pas unique, mais multiple et divers (p. 254), ce qui amène le problème des choix conflictuels et irréductibles sur le plan des modèles, mais réels et nécessaires aux niveaux des conduites concrètes. Ainsi, par exemple, l'évaluation du revenu national ne peut se faire sans tenir compte de la répartition